

Guy Verhofstadt, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, je pense que ni la rhétorique nationaliste, ni la rhétorique marxiste, ne vont nous apporter les solutions nécessaires à cette crise que nous traversons.

Ce que nous vivons aujourd'hui, Monsieur le Président, ce n'est pas, selon moi, une crise monétaire de l'Union, ce n'est même pas une crise de notre monnaie unique, mais plutôt une crise de gouvernance de l'Union. C'est cela que nous vivons pour le moment. C'est une crise, je dirai même, de l'obsession des États membres qui pensent qu'avec leur méthode intergouvernementale, ils peuvent résoudre les problèmes de l'Europe, alors qu'une zone monétaire, Monsieur le Président, doit être régie par une méthode unique, par la méthode communautaire, sur la base de l'intérêt européen et pas par un syndicat d'intérêts nationaux que constituent, par nature, le Conseil européen et le Conseil de l'Union européenne.

Pour ma part, j'ai donc trois messages à transmettre ce matin dans ce débat. Le premier message, Monsieur Garrido, s'adresse au Conseil. On pourrait peut-être demander à la Présidence espagnole d'inviter les membres du Conseil à faire preuve d'un peu de discrétion quant à la crise de l'euro, parce que, à chaque fois qu'une solution est trouvée pour aider l'euro, il faut qu'il y ait l'un ou l'autre chef de gouvernement pour se manifester, pour dire son mot et pour, en fait, saboter la solution qui a été trouvée. Je pense donc que la première chose qu'il faut demander au Conseil, c'est qu'il se fasse un peu plus discret et laisse travailler la Commission européenne et la Banque centrale européenne à la recherche de solutions.

Le deuxième message, je le destine à la Commission. Je crois, Monsieur Rehn, que

vous avez pris mercredi dernier des décisions courageuses qui vont dans le bon sens, mais que la Commission doit aller plus loin. Pour le moment, nous avons donc un groupe de travail. Ce groupe de travail du Conseil va se réunir pour avancer des solutions vers le mois d'octobre ou vers la fin de l'année. À mon avis, c'est beaucoup trop tard. C'est à la Commission, qui a le droit d'initiative, qu'il revient de soumettre un paquet global ambitieux dans les semaines et les mois qui viennent. Voilà ce qui doit être fait. Il ne faut pas attendre d'un groupe de travail du Conseil qu'il nous dise ce qui doit être fait, c'est à la Commission de prendre cette initiative. C'est à la Commission d'élaborer un paquet global qu'elle déposera sur la table du Conseil et du Parlement, et qui comportera, selon moi, quatre éléments.

Tout d'abord, renforcer le pacte de stabilité. Il faut, en effet, des sanctions; pour ma part, je soutiens – j'espère que tout le monde peut le faire – l'idée de M. Rehn selon laquelle, dans ce paquet, avant que les parlements nationaux n'approuvent leur budget, il faut aussi un "screening" qui soit confié à la Commission européenne. Ce n'est pas là une question de subsidiarité ou d'absence de subsidiarité; c'est une question de loyauté vis-à-vis du pacte de stabilité et de l'euro. On ne peut pas dire, d'un côté, que l'on est membre de ce pacte de stabilité et de la zone euro, et de l'autre, en ce qui concerne le budget, que l'on n'a rien à voir avec l'euro et que cela relève de notre compétence purement nationale.

Deuxièmement, je crois que, dans ce paquet, il faut aussi intégrer une stratégie 2020 qui soit convaincante. Pour le moment, Monsieur Garrido, ce qui est sur la table du Conseil n'a rien de convaincant. Vous allez conclure en juin? Mais qu'allez-vous conclure en juin sur la stratégie 2020? De nouveau la même chose que la stratégie de

Lisbonne qui a échoué? De nouveau la méthode de coordination ouverte? Eh bien, si vous êtes sérieux, il faut à présent donner à la Commission tous les instruments nécessaires pour lui permettre, à elle, de diriger en fait cette stratégie 2020, cette stratégie économique qui doit nous sortir de la crise.

La troisième chose qu'il faut faire, c'est certainement créer un Fonds monétaire européen qui remplace le mécanisme de stabilité qui a été créé, parce que ce mécanisme de stabilité – Monsieur Rehn, vous le dites vous-même – ne va pas être suffisant. Ce mécanisme, c'est à nouveau un mécanisme intergouvernemental qui a été concocté au sein de l'Ecofin qui exige l'unanimité. Pour chaque emprunt, il faut que tous les États membres donnent leur approbation. C'est là un système qui ne peut pas fonctionner à terme et il faut donc un Fonds monétaire européen qui soit géré par la Commission européenne et, si nécessaire, par la Banque centrale européenne. Mais il ne doit pas être laissé à des décisions que l'ensemble des États membre de la zone euro devraient prendre. Et finalement, il faut un marché obligataire européen.

C'est cela que l'on attend, Monsieur Rehn, de la Commission. C'est de l'ambition, le courage de mettre sur la table des négociations, tant au Conseil qu'au Parlement, un paquet ambitieux comportant ces quatre points-là.